L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX: Rue de Chartres, No 73. — NOUVELLE-ORLÉANS, MERCREDI MATIN, 4 AVRIL 1877. — 50me Année.

DUFOUR & LIMET, PROPRIÉTAIRES-ÉDITEURS.

NOUVELLE-ORLÉANS.

MERCREDI MATIN, 4 AVRIL.

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR.

Par H. Stern & Co., au No 63 de la rue de la Douane—Chapeaux.

Par Marks, Levy & Co., au No 52 de la rue des Magasins—marchandises sèches, lingerie, "notions," broderies, fleurs, coutellerie, etc., chapeaux garnis, pour dames.

SPECTACLES.

Mercredi, 4 Avril 1877.

ACADÉMIE—A midi, On Hand; le soir, Zikes, the Showman.

ALCAZAR—Chansonnettes opérettes, etc.

Les promesses faites au nom de M. Hayes.

Au moment où la commission nommée par le président Hayes se disposait à venir en Louisiane sous le prétexte de tenter un arrangement impossible entre le gouvernement réel de Nicholls et le semblant de gouvernement, maintenu uniquement par la protection de l'autorité fédérale, il est intéressant de rappeler tout ce qui se rattache aux promesses faites au nom de M. Hayes aux représentants du Sud, à un moment où l'élection à la présidence du gouverneur de l'Ohio dépendait encore de leur détermination.

Le jour même où M. Foster avait prononcé à la Chambre le discours devenu célèbre, dans lequel il annonçait la politique que M. Hayes suivrait à l'égard du Sud, M. Lamar fit demander à l'un des représentants de la Louisiane, M. Ellis, une entrevue. Ce qui s'est dit dans cette entrevue ayant été, à la demande de ce dernier, résumé dans une lettre par M. Lamar, nous reproduisons ce document:

Washington, 20 février 1877.

Mon cher Ellis.

Je viens d'apprendre d'une personne dont l'autorité est indiscutable et que je vous nommerai, si vous le désirez, que Foster a dit à cette personne que son discours d'aujourd'hui qui fait allusion d'une façon si significative bien qu'indirecte à la politique de Hayes envers le Sud, a été prononcé par lui après consultation avec Matthews, beau-frère de M. Hayes, et que M. Matthews l'a pressé de dire carrément que Hayes n'aurait rien à faire ou à dire avec Packard. Foster répondit qu'il le dirait mais qu'il craignait de prendre sur lui d'avancer cela, mais Matthews réitéra son désir que Foster s'exprimât aussi nettement et il ajouta: "Si j'avais à parler je dirais cela parce que c'est la vérité."

Foster a dit encore qu'il ne voyait pas par quel moyen M. Hayes pouvait accomplir la reconnaissance pratique de Nicholls comme gouverneur, à quoi la personne qui me donne ces informations, répliqua: "Qu'il demande à Nicholls: si je retire les troupes et les canonnières, voulez-vous me donner l'assurance que vous n'établirez pas votre gouvernement par l'effusion du sang et par des représailles sanglantes," et si Nicholls prend cet engagement, que M. Hayes retire de suite les troupes."

C'est la première chose que j'aie jamais entendu dire comme venant directement ou indirectement de Hayes, et elle mérite d'être prise en considération par les gens du Sud.

Nous ne voulons pas de places, mais nous voulons avoir nos Etats libres et débarrassés des carpet-baggers.

Ne devriez-vous pas si une occasion favorable s'offre à vous de servir le peuple de votre Etat, la saisir immédiatement et voir si vous ne pourrez pas affranchir votre Etat. Je pense que vous devriez voir immédiatement M. Stanley Matthews et lui demander si le gouverneur Hayes veut vous donner quelqu'assurance qu'il ne maintiendra pas la domination de Packard sur votre peuple.

Votre ami,

L. R. C. LAMAR.

A l'honorable John Ellis, représentant de la Louisiane.

Dans cette entrevue, M. Lamar engagea M. Ellis à voir d'abord M. Matthews et ensuite à se rendre à Columbus pour obtenir de M. Hayes lui-même des assurances et des garanties. M. Ellis consulta, à ce sujet, le gouverneur Nicholls et n'ayant pas obtenu d'être accrédité par lui auprès de M. Hayes, il ne s'avança pas plus loin. Mais voici, d'après les déclarations de M. Ellis rapportées par le *National Republican* de Washington, ce qui s'est passé dans l'entrevue qui a eu lieu le 26 février à l'hôtel Wormsley entre M. Ellis, le major Burke et l'hon. Henry Waterson, d'une part, et MM. Matthews, Dennison, le sénateur Sherman, le juge Carter et les représentants Foster et Garfield de l'autre.

Après quelques moments de conversation, le juge Matthews me demanda d'exprimer mon opinion sur les désirs du peuple des Etats du Sud, et sur notre position au sujet du compte électoral. J'exposai assez longuement notre résolution inaltérable de maintenir, à tous risques, les gouvernements de Nicholls et de Hampton, notre désir ardent pour la restauration du self government, et nos sentiments que M. Hayes, s'il était inauguré président, emploierait les troupes dans le but de maintenir Packard et Chamberlain, et que c'était à cause de cela que moi et mes collègues au Congrès nous luttions, par des moyens dilatoires pour empêcher que le compte pût être achevé.

Le juge Matthews fit alors une longue revue de la question du Sud. Il déclara qu'il était l'ami intime, personnel et politique, du gouverneur Hayes, qu'il connaissait intimement ses vues sur la question du Sud; que le gouverneur Hayes croyait que le temps était passé où les gouvernements d'Etat devaient être maintenus par les troupes; qu'il désirait que les Etats de la Caroline du Sud et de la Louisiane eussent la paix, et des gouvernements honnêtes et stables, basés sur le consentement des gens les plus intéressés à un bon gouvernement; qu'il était fatigué des discordes et de la malhonnêteté des gouvernements et des fonctionnaires qui avaient pillé ces Etats; qu'il désirait aussi effacer la démarcation de couleur en politique, comme le seul moyen d'assurer une protection parfaite aux droits des gens de couleur.

Il fit allusion à la lettre d'acceptation du gouverneur Hayes et au discours de Ch. Foster le 20 février et déclara que le gouverneur Hayes, s'il était inauguré président, suivrait la politique qu'il avait indiquée.

On me montra alors une lettre du gouverneur Hayes à M. Foster, remerciant celui-ci pour son discours et déclarant que s'il était inauguré président, il mettrait à exécution à l'égard du Sud la politique de paix et de "*home rule*" telle que M. Foster la comprenait.

Je dis alors à M. Matthews que ses vues et celles qu'il attribuait à M. Hayes, étaient très satisfaisantes pour nous, mais que j'entrevoyais bien des difficultés pratiques à leur application. Je lui dis, par exemple, au sujet de la Louisiane, que ceux qui avaient voté pour Hayes avaient voté pour Packard, que les partisans de Tilden étaient ceux de Nicholls, et que le Bureau des retours qui avait assumé l'autorité de donner le vote de la Louisiane à M. Hayes avait aussi accordé une majorité à Packard et que je ne voyais pas comment M. Hayes pouvait logiquement soutenir M. Nicholls dans ces circonstances.

Il me répondit vivement: "Je vois très facilement comment Nicholls pourrait être soutenu. Je ne prétends pas parler absolument pour le gouverneur Hayes, mais ma politique serait d'obtenir de Nicholls l'assurance que la paix serait maintenue, que personne ne serait poursuivi pour des délits politiques, que la vie, la liberté et la propriété seraient garanties à tous, et alors de retirer les troupes. Votre peuple ne paierait alors de taxes qu'à Nicholls, tandis que l'autorité de son gouvernement se consoliderait, et Packard serait réduit à la famine faute d'argent pour soutenir son gouvernement; et s'il devenait nécessaire que le président reconnût un gouvernement dans l'Etat, il n'y en trouverait qu'un seul, celui de Nicholls et, alors, sans s'enquérir de son titre, il accepterait le fait et le reconnaîtrait."

Ces assurances, selon M. Ellis, ont été confirmées par tous les républicains présents.

ACADÉMIE DE MUSIQUE. — "On Hand" sera donné aujourd'hui en matinée, avec John Thompson. Tous les enfants se sont promis d'aller voir cet artiste étonnant qui joue neuf rôles à la fois ou peu s'en faut, pince de la guitare, touche du piano, ronfle dans l'ophicléide, éclate dans le trombone, roucoule dans la flûte, et cetera, et cetera. Il y aura ce matin à l'Académie de frais éclats de rire avec trépignements et battements de mains.

Dans la soirée, les habitués verront M. Thompson dans une pièce écrite expressément pour lui et intitulée: "Zikes, the Showman."

AVIS AUX PASSAGERS POUR L'EUROPE—Contrairement à ce qu'on croyait le steamer allemand "Frankfort" fera un autre voyage cette saison à la Nlle-Orléans partant de Brême le 23 avril et de la Nlle-Orléans le 27 mai.

MORT DE M. GEORGE YOUNG BRIGHT.—La communauté vient de perdre un de ses citoyens les plus estimables en la personne de M. George Young Bright, décédé hier dans sa 70e année. M. Bright était le fondateur du *Prix-Courant*, dont l'un de ses fils est aujourd'hui propriétaire avec M. Dimitry. Le défunt était natif de Lexington, Kentucky, mais il était résident de notre ville depuis 55 ans. Il avait toujours été hautement estimé et il laisse un nom honorable et honorablement porté par ses fils. L'enterrement aura lieu ce matin à dix heures.

LA PARTICIPATION DES ETATS UNIS A L'EXPOSITION DE PARIS.—M. Amédée Lutton, qui a représenté avec autant de zèle que d'intelligence à Philadelphie, les intérêts de nombreux exposants français et qui avait déterminé beaucoup de maisons françaises à participer à l'Exposition, se propose d'établir à Paris une agence qui se chargera des intérêts des exposants des Etats Unis à la grande Exposition Universelle de 1878. M. Lutton a adressé au *Courrier des Etats Unis* la lettre suivante dans laquelle il exprime les raisons qui militent en faveur de la participation des Américains à l'Exposition de Paris.

M. le Rédacteur,—Tous les Français et tous ceux qui [illegible] le *Courrier des Etats Unis* a publiés sur l'Exposition de Paris en 1878. [illegible]

Ayant étudié à l'Exposition de Philadelphie l'industrie américaine dans toutes ses branches, ayant eu depuis des relations de tous les jours avec un grand nombre d'exposants, nous avons acquis la conviction que les Américains n'ont pas besoin d'être stimulés pour se rendre à l'invitation de la France en 1878.

L'agitation politique a pu mettre le pouvoir exécutif dans l'impossibilité de répondre plus tôt à l'invitation du gouvernement français, et c'est une des conséquences regrettables qu'elle a eue pour l'honneur de ce grand pays. Mais nous qui, comme nous, connaissons les sentiments d'un grand nombre de manufacturiers, ne doutons pas que l'industrie américaine ne soit largement représentée à Paris.

Ce n'est point pour les Américains une question de sentiment qui les décidera à venir à Paris, pas plus que les Français qui sont venus à Philadelphie n'ont cédé à l'entraînement de la fraternité.

Pour les Français comme pour les Américains aujourd'hui: "*Une affaire est une affaire;*" néanmoins il est juste de reconnaître que l'intérêt des Français était bien moins engagé que ne l'est celui des Américains, et l'abstention de ces derniers serait une mauvaise action et plus encore une faute irréparable.

Les Américains viendront à Paris en grand nombre, ils y viendront avec toutes leurs forces; il faut bien qu'on le sache, car c'est pour eux une question de vie ou de mort. [illegible] Cette industrie s'est développée avec une telle puissance depuis la guerre de sécession, à l'abri des tarifs protecteurs, qui, entre parenthèse, ont ruiné le pays, qu'elle a aujourd'hui un matériel, un outillage si considérable que la consommation intérieure ne peut suffire à les alimenter. Il faut à cette industrie des débouchés nouveaux, ou bien tous les sacrifices imposés au pays pour la créer seront perdus.

L'Exposition de Paris après l'Exposition du Centenaire est une occasion trop belle, pour que les Américains, gens habiles et intelligents, n'en profitent pas pour montrer au monde entier les progrès immenses qu'ils ont fait. Il ne s'agit donc pas de savoir si le pouvoir exécutif est, oui ou non, disposé favorablement pour répondre [illegible] l'invitation cordiale et courtoise du gouvernement français, et s'il aidera dans une large mesure les exposants à exposer leurs produits. La presse américaine, [illegible] de tous les intérêts, affirme encore plus positivement que l'exposition des Américains à Paris sera splendide.

Deux questions restent à traiter, celle de bien faire et celle de faire vite.

La question de bien faire est d'éviter l'encombrement; la quantité n'ajoutant rien à la qualité d'un produit exposé, il faudra donc renoncer à envoyer à Paris les [illegible] de produits chimiques et pharmaceutiques, que l'on peut renfermer dans de gracieux vases qui les feront tout aussi bien valoir.

La question de faire vite est très importante. Les Américains habitués à faire vite attendent trop volontiers aux derniers moments pour se mettre en mesure de paraître, et bien des produits perdent ainsi les avantages d'un examen sérieux du jury compétent.

Nous pourrons, si vous voulez bien nous y encourager, revenir sur cette question qui nous intéresse au plus haut point et à laquelle nous nous dévouons en entier.

Agréez, etc.

AM. LUTTON,
Agent agréé de la commission française à l'Exposition de Philadelphie.

L'EXPOSITION UNIVERSELLE DE 1878.—Une lettre de Washington au *Philadelphia Times* rapporte que le secrétaire Evarts, en recevant mardi le représentant de la compagnie Wheeler et Wilson, lui a dit que le gouvernement fédéral ne peut rien faire à l'égard de l'Exposition jusqu'à ce que le Congrès soit intervenu. "Accepter l'invitation de la France avant d'avoir obtenu le vote d'un crédit, a dit M. Evarts, cela équivaudrait à accepter une invitation à dîner lorsqu'on n'a pas d'habit noir." L'action officielle du gouvernement ne se fera toutefois pas attendre aussitôt que s'ouvrira la session du Congrès.

Le *Philadelphia Times* ajoute que "le général Hawley brigue le poste de commissaire général à l'Exposition; il craint que M. Nathan Appleton, qui s'occupe beaucoup de l'affaire, ne soit choisi à sa place." Si cette prévision devait se réaliser et si le gouvernement fédéral ne nommait pas le général Hawley comme son représentant, nous croyons qu'il ferait bien. La première condition qu'on doit exiger du délégué des Etats-Unis, c'est qu'il parle français. M. Hawley n'est pas dans ce cas. En outre, il connaît sans doute fort bien le Connecticut, mais il ne connaît pas la France. Tout cela ne faciliterait pas ses rapports avec les fonctionnaires français. M. Appleton, au contraire, serait chez lui à Paris; non-seulement il représenterait très dignement les Etats-Unis, mais il serait à même d'être un intermédiaire extrêmement utile entre les exposants américains et les autorités françaises. Ces considérations ne pouvaient manquer de peser d'un certain poids dans les décisions du gouvernement fédéral.

Messager Franco Américain.

SIROP DE GOMME DE SAPIN—Ce sirop de gomme de sapin est devenu aussi célèbre en Amérique que l'Elixir de la Grande Chartreuse en Europe et il est composé par les Sœurs de la Providence de Montréal et Winowski, Vt., qui en font un débit extraordinaire. Il y a 20 ans et plus que ces bienfaisantes sœurs commencèrent à préparer ce sirop extraordinaire et depuis lors elles en ont vendu des millions de bouteilles. Les ingrédients qui constituent ce remède, sont parfaitement connus de la Faculté de Médecine et la docte faculté l'approuve comme un des plus puissants agents connus pour guérir les rhumes, enrouements, douleurs d'estomac, consomption et toutes les affections ou maladies des poumons. Le goût de ce sirop est agréable, et le rend convenable aux enfants. Le sirop de gomme de sapin détermine l'expectoration et excite les poumons à rejeter les phlegmes et les glaires qui les obstruent. Nombre de certificats en attestent la supériorité.

Mr P. J. Gogarty, libraire et marchand de fournitures de bureau, rue du Camp 151, est le seul agent de vente pour ce sirop dont on verra le prix dans les annonces.

M. Gogarty est également agent pour la vente du sirop contre la coqueluche, du liniment dont l'efficacité a été démontrée dans les cas de rhumatisme inflammatoire, de sciatique, et pour les douleurs dans l'aine. On trouvera plus loin les prix de tous ces divers articles.

—IL N'Y A PLUS DE PYRÉNÉES—Avant le 1er janvier 1878, la France et l'Espagne orientale seront reliées par le chemin de fer qui, pour le moment, s'arrête à la frontière française [illegible]

CHRONIQUE DE LA VILLE.

Décoration des Tombeaux.

C'est le 6 avril qu'a lieu habituellement la décoration du Monument des Soldats Confédérés, dans le Cimetière Greenwood, par les Dames de la Nouvelle-Orléans. Mais vendredi étant le jour fixé pour la grande démonstration populaire en faveur du gouvernement de Nicholls, on nous prie d'annoncer que la décoration des tombeaux [illegible] samedi, 7 avril.

Ecoles Publiques.

La Direction des Ecoles Publiques se réunira ce soir, à sept heures et demie, [illegible]

Nominations confirmées.

G. Beuligny, inspecteur de farine.
John G. Angell, brigadier-général, 2me division.
Wm. B. Ratcliffe, brigadier-général, 3me division.
P. D. Bernard, voyer de la paroisse Lafayette.
[illegible]
Maurice Chew, inspecteur de foin pour la Nlle-Orléans.

Les recruteurs de Packard mis hors de cause.

A la cour Supérieure criminelle, [illegible]

Le juge Whitaker a partagé les sentiments exprimés par l'avocat-général [illegible]

Cour Suprême de la Louisiane.

[illegible]

Vol d'argent.

Lundi, Thos. Purcell, marchand de cigares à la Bourse St-Charles [illegible]

Arrestation.

Pete Jones, [illegible]

Vols.

Mardi matin, les cris de "à la garde! aux voleurs!" [illegible]

Rue Prytania.

[illegible]

Rue du Canal.

Lundi matin, entre 1 heure et 2 heures, [illegible]

Les Petites Sœurs des Pauvres.

[illegible]

CONSEIL DE VILLE.

Le rapport du maire et de l'administrateur des comptes-publics pour le mois de mars montre les chiffres suivants: [illegible]

MASS MEETING du Peuple de la Nouvelle-Orléans.

Le Comité d'arrangement chargé de [illegible] un Mass Meeting à la Nouvelle-Orléans, dans le but de manifester les sentiments de la population en faveur du maintien du gouvernement légal de F. T. Nicholls, s'est assemblé [illegible] à l'hôtel St. Charles, et a décidé que ce meeting aurait lieu le VENDREDI SIX AVRIL, A MIDI, sur la place Lafayette. [illegible]

Législature de la Louisiane.

SÉNAT.

Séance du 3 avril 1877.

[illegible]

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS.

[illegible]

GRAND MASS MEETING! Grande Assemblée du Peuple [illegible] VENDREDI, 6 AVRIL, A MIDI. [illegible]

Au Drapeau Français. [illegible]

Demande d'Habitation. [illegible]

U. MARINONI, 58—Vieille-Levée—60. En débarquement du navire italien ZEFFIRO, de Bordeaux. [illegible]

Taxes et Licences d'Etat. [illegible]

A VENDRE. BELLE SEMENCE DE RIZ. S'adresser No 20 rue de Chartres.

AURORA "LAGER BEER" GAFF & CO. [illegible]

LE Dr. W. C. COUDEN. [illegible]

GRANULES ET TEINTURE DE SYLPHIUM CYRENAICUM. [illegible] Spécialités Françaises. E. J. RIVET, PHARMACIEN-DROGUISTE. [illegible]

LES PIANOS PLEYEL. PLEYEL, WOLFF & CO., A PARIS. [illegible]

EDMOND DUBOIS, COMMISSION MERCHANT. [illegible]

PAUL SAUVE. [illegible]

Brasserie à Vapeur. [illegible]

PROGRES. E. CABAUD. [illegible]

E. A. PEYROUX, NOTAIRE PUBLIC. [illegible]

OUVERTURE DE VÊTEMENTS DE PRINTEMPS ET D'ETE POUR HOMMES, JEUNES GENS, JEUNES GARÇONS ET ENFANTS. VÊTEMENTS ELEGANTS ET A LA MODE A BON MARCHÉ. Représentant une valeur de $70,000, VENANT D'ÊTRE REÇUS Par Steamers et Chemins de Fer AU MAGASIN DE C. LAZARD & CO. 213, 215 ET 217 RUE DE LA VIEILLE-LEVÉE, (Près Dumaine.) Pour être vendus tout de suite AUX Prix les plus Bas. PAS DE HUMBUG! VENEZ VOIR NOTRE STOCK. Nous avons aussi en magasin un assortiment choisi de Chapeaux pour hommes, jeunes garçons et enfants, de Casquettes, de Chemises blanches et en couleur, et un stock complet de linge de dessous à DES PRIX Extraordinairement Bas. UNE VISITE A NOS NOUVEAUX MAGASINS 213, 215 et 217 Vieille-Levée (Près DUMAINE) Convaincra tout Acheteur. [illegible] TOUTES NOS MARCHANDISES SONT MARQUÉES EN CHIFFRES ORDINAIRES ET VENDUES A UN PRIX INVARIABLE. [illegible] Printemps et Eté de 1877. [illegible]

CONSULAT DE FRANCE A LA NOUVELLE-ORLÉANS. [illegible]

LE VERITABLE OLD RELIABLE PIPER-HEIDSIECK. A VENDRE PARTOUT.

Mme J. VILLIO, 266 RUE DE CHARTRES 266. [illegible]

Avis. [illegible]

Avis spécial. [illegible] H. E. PROCTOR.

CHANGEMENT DE LOCAL. H. R. FIGUALUGA, Successeur de A. LAMANA. [illegible]

PEINTURE-PORTRAITS. [illegible]

Demande. [illegible]

On demande. [illegible]

CHAS. E. KELLS. [illegible]

Docteur H. SAUVE, Hot Springs, Arkansas. [illegible]

L'Amérique! [illegible]

Aux Planteurs et aux Fondeurs. [illegible] Farine de Graines de Coton. [illegible]

Tirage de Loterie de l'Etat de la Louisiane. [illegible]